 <b>GOUVERNEMENT</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b>
	<p>Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <p>Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

**En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale**

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

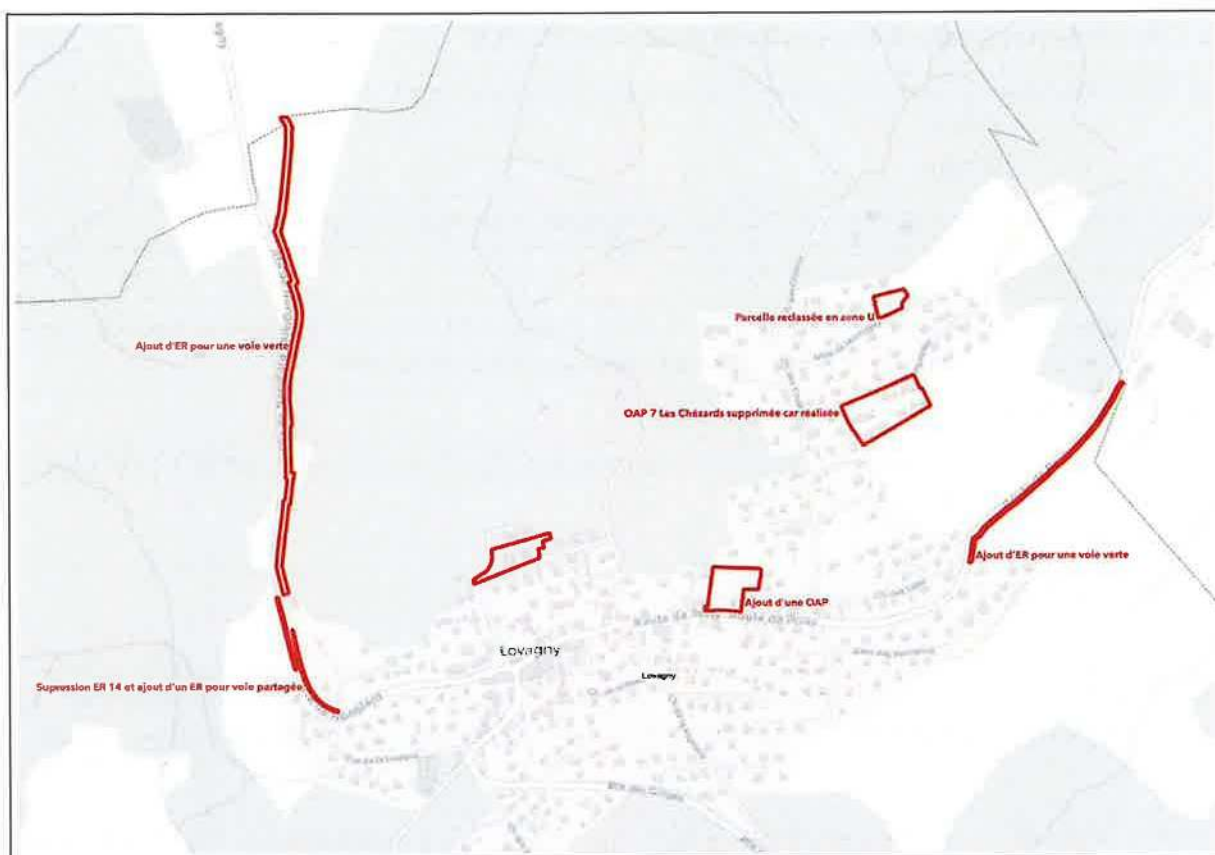
*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de LOVAGNY
SIRET/SIREN
SIREN. 217 401 520 ; SIRET du siège social. 217 401 520 00010
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie 50 route de Poisy 74330 LOVAGNY Tel : 04 50 46 23 37 mairie.lovagny@wanadoo.fr

Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
M. CARELLI Henri, maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Delphine PELLETAN, urbaniste, Espaces & Mutations
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
SARL ESPACES ET MUTATIONS, 27 rue Adrastée, 74650 CHAVANOD <a href="mailto:Delphine.pelletan@espaces-et-mutations.com">Delphine.pelletan@espaces-et-mutations.com</a> Tel : 04 50 69 51 98

2. Identification du PLU
<b>2.1</b> Type de document concerné (PLU, PLU(i))
Plan local d'urbanisme
<b>2.2</b> Intitulé du document
Modification n°1 du PLU de Lovagny
<b>2.3</b> Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
La révision générale du PLU a été approuvée le 24/04/2019. Une modification simplifiée n°1 a été approuvée le 15/10/2021. Le PLU est consultable et téléchargeable sur le géoportail de l'urbanisme. <a href="https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=6.032795861&amp;lat=45.90385269500001&amp;zoom=13&amp;mlon=6.032796&amp;mlat=45.903853">https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=6.032795861&amp;lat=45.90385269500001&amp;zoom=13&amp;mlon=6.032796&amp;mlat=45.903853</a>
<b>2.4</b> Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Le territoire communal de LOVAGNY
<b>2.5</b> Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
La modification n°1 propose les évolutions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Modification du règlement graphique pour prendre en compte le jugement n°106958 du Tribunal administratif de Grenoble en date du 28 novembre 2022,</li> <li>• Ajout d'emplacements réservés pour les liaisons douces</li> <li>• Suppression d'emplacements réservés dont les travaux sont déjà réalisés</li> <li>• Ajout d'une OAP au chef-lieu sur un tènement situé en zones U et Uv</li> <li>• Suppression des OAP déjà réalisées</li> <li>• Ajustement des OAP en cours de réalisation</li> <li>• Ajustement de formulation et précisions de certaines règles difficiles d'application dans le règlement écrit : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Préciser des éléments de définition,</li> <li>○ Apporter des précisions et clarifications sur le sens du règlement,</li> <li>○ Préciser les règles de recul en cas de division foncière,</li> <li>○ Et intégrer les dispositions du SDEP du SILA.</li> </ul> </li> </ul>



### 3. Contexte de la planification

#### 3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables

Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, nom du document et date d'approbation :

SRADDET Auvergne Rhône Alpes approuvé le 19/12/2019

Le territoire est-il couvert par un SCoT ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :

Le SCoT du Bassin Annécien approuvé le 26 février 2014. Le SCoT du Bassin Annécien est en cours de révision depuis le 15 décembre 2020. .

Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?

Non

<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas conduisant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Décision n°2017-ARA-DUPP-00540 8 décembre 2017
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? NON CONCERNÉ <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
//
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
//
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
La dernière procédure d'évolution approuvée, soit la modification simplifiée n°1, a fait l'objet d'une décision de non soumission : Décision n°2021-ARA-2286 du 23/08/2021.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Modification simplifiée n°1 du PLU approuvée le 15/10/2021
<b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b>
<b>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</b>
Modification n°1 du PLU
<b>4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU</b>
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
1 271 habitants en 2020

## 4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	62.18	11.32	62.38	11.35
zones 1 AU	1.38	0.25	1.38	0.25
zones 2 AU	0	0	0	0
zones A	223.17	40.62	222.98	40.58
zones N	262.74	47.82	262.74	47.82
Total	546.49	100	549.49	100

## 4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

« Ralentir la consommation d'espace et lutter contre l'étalement urbain en fixant un objectif de densité moyenne de 20 logements/ha et en limitant les surfaces constructibles pour l'habitat aux environs de 6 ha pour les dix prochaines années. »

### 1

#### Démographie, urbanisation et modération de la consommation d'espace

##### Constat:

- Lovagny : une commune périurbaine caractérisée par une urbanisation assez compacte, concentrée sur un site urbain principal (le village) et deux hameaux de taille modeste (Pontverre et Montrattier).

- Une forte croissance démographique depuis 1999-2009 (+58%) (on observe un ralentissement depuis) due à la proximité de l'agglomération annécienne, au cadre de vie agréable, à l'offre d'équipements publics adaptée.

- Un développement majoritairement sous forme d'habitat individuel (55% du parc des logements neufs au cours des 10 dernières années) mais une consommation d'espace maîtrisée :

- environ 7 ha pour la période (2008-2017).
- densité moyenne constatée : 18 logements à l'hectare.

##### Objectifs :

- **Maîtriser la croissance démographique autour de 1,5 % par an**, soit à l'horizon du SCOT (20 ans) environ 440 habitants supplémentaires. Cela se traduit à l'échéance du PLU (10 ans), environ de 205 habitants supplémentaires à échéance.

- **Renforcer l'attractivité du centre-bourg**, qui doit s'affirmer en tant que lieu de vie et d'échanges (commerces, services, espace public, équipements publics).

- **Ralentir la consommation d'espace et lutter contre l'étalement urbain** en fixant un objectif de densité moyenne de 20 logements/ha et en limitant les surfaces constructibles pour l'habitat aux environs de 6 ha pour les dix prochaines années.

Rappel : le SCot fixe le potentiel urbanisable à 6,6 ha sur 20 ans (2014/2034), avec la faculté d'intégrer un coefficient de rétention foncière de 1,5 pour dimensionner les surfaces du PLU.

##### Moyens :

• **Organiser prioritairement le développement urbain au niveau du centre-bourg et dans les dents creuses des enveloppes urbaines.**

• **Concentrer les extensions urbaines** à proximité du centre-bourg ou dans des secteurs pertinents au regard des équilibres territoriaux de la commune.

• **Affirmer la centralité du centre-bourg et renforcer ainsi l'attractivité de Lovagny.** La redynamisation du centre-bourg est stratégique pour le devenir communal. Pour cela, la commune souhaite mobiliser les outils du PLU (Orientations d'Aménagement et de Programmation, obligation de mixité, réglementation spécifique).

• **Définir les besoins d'emprise foncière sur les bases du SCot selon une répartition: 35% logements individuels / 65% logements collectifs ou intermédiaires.**

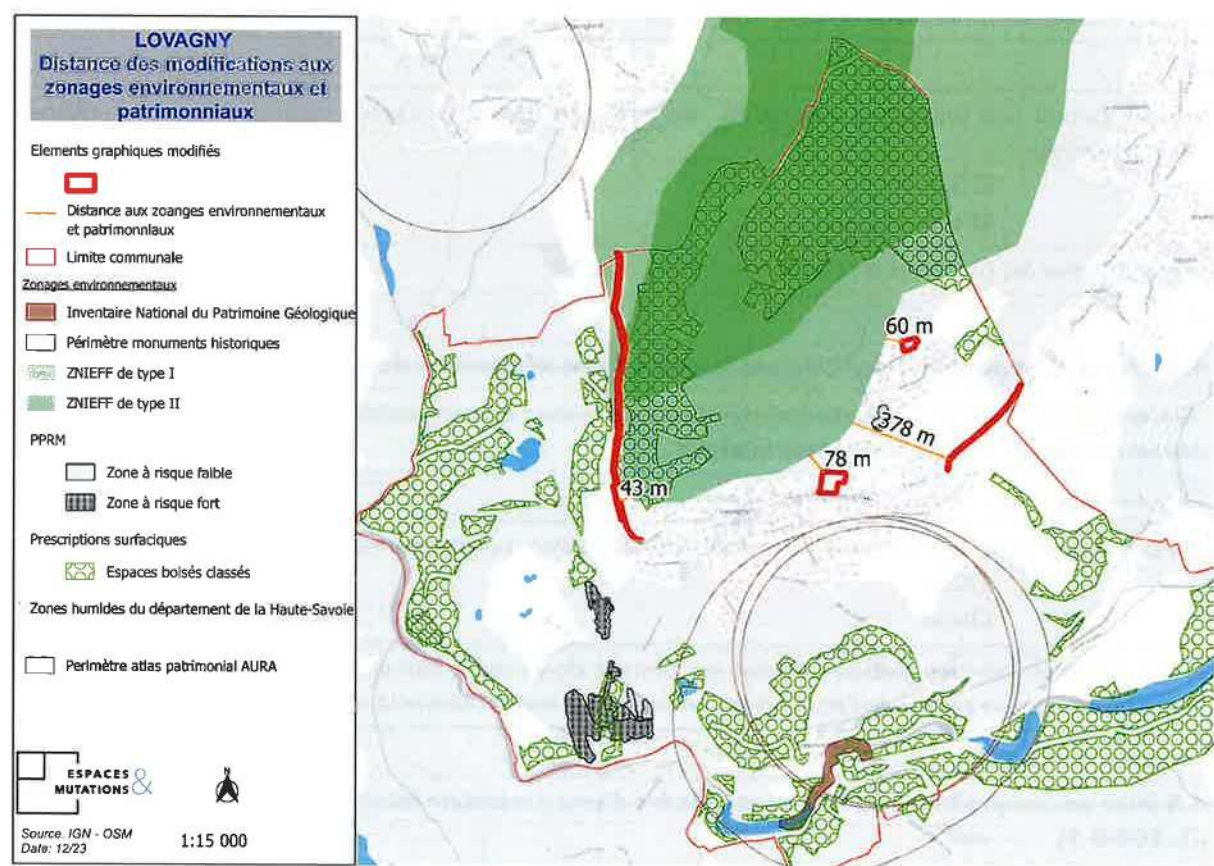
4

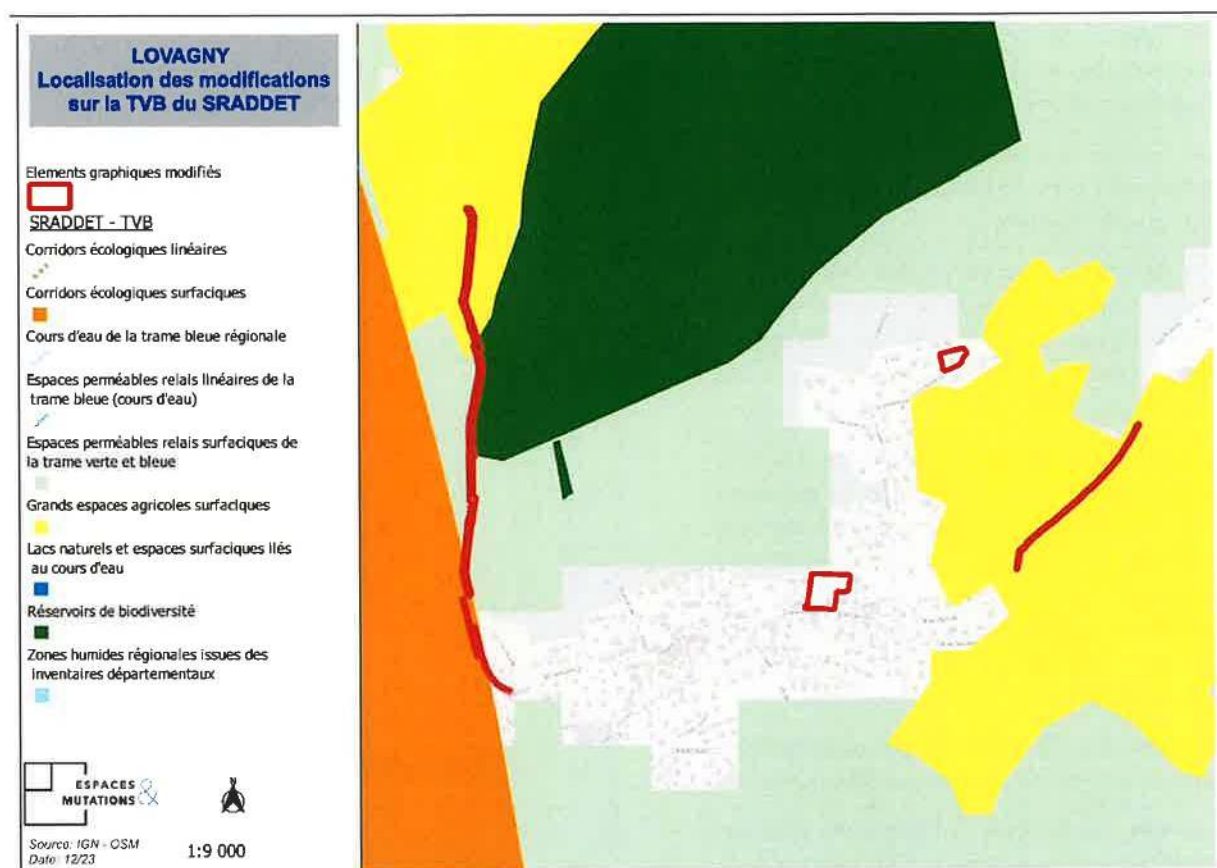
Extrait du PADD - page 4 du PADD

<b>4.3 Caractéristiques de la procédure</b>
<b>4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure</b>
<p>La modification n°1 du PLU a pour objectif de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prendre en compte le jugement du tribunal administratif concernant l'annulation partielle du classement de certaines parcelles</li> <li>- ajouter une OAP 8 dans le centre bourg pour encadrer l'urbanisation d'un tènement non bâti et ajouter une servitude de mixité sociale</li> <li>- ajuster le texte relatif aux logements sociaux dans les OAP 2 à 5</li> <li>- supprimer les OAP 6 et 7 qui sont réalisées.</li> <li>- préciser la rédaction de certaines règles et définitions du lexique</li> <li>- supprimer l'emplacement réservé n°14 déjà réalisé</li> <li>- ajouter des emplacements réservés pour faciliter la mise en œuvre du schéma cyclable de la communauté de communes Fier et Usses</li> </ul>
<p><b>4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions</b></p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Non concerné
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Non concerné
<p><b>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</b></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
<p>Sur l'emprise de la nouvelle OAP 8, l'OAP fixe une densité en logements qui est cohérente avec les règles de prospect déjà existantes dans le règlement des zones U et Uv qui compose cette OAP. Ainsi la densité n'est pas augmentée au sens où le CES reste identique mais les conditions d'urbanisation sont encadrées plus strictement.</p> <p>L'OAP fixe une densité en logements à 25 logt/ha en cohérence avec les prescriptions du SCoT.</p>
<b>4.3.4 La procédure a pour objet :</b>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui      <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
//

- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
//
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
//
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
//
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
//
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
//
<b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b>
-Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte:
-Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale: <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte:
<b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b>
-Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
-Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale: <input type="checkbox"/> Oui

<input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</b>
Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b> , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</b>
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser les effets</b>
//





## 5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

### 5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :

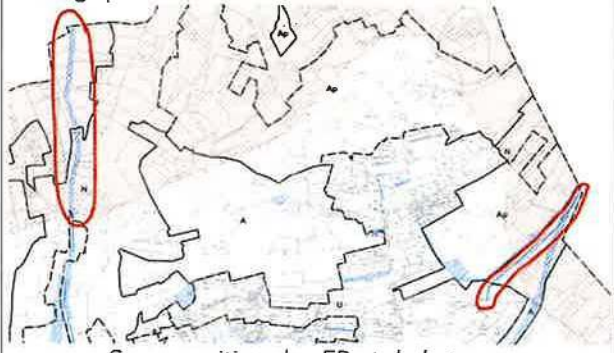
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Sur le territoire communal ne comporte pas de site Natura 2000
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cf carte ci-avant 2 sites inscrits : SI594 - Bois du Poète, site créé le 20/04/1944 SI593 - Gorges du Fier, site créé le 02/12/1943

Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRm approuvé le 31/03/2017
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Château de Montrottier : Donjon, corps de logis des chevaliers, tour de la religieuse : classement le 01/09/1919</p> <p>Château de Montrottier : Ensemble des bâtiments du château sauf parties classées et ferme : inscription le 03/11/1987</p> <p>Château de Montrottier : Terrains entourant le château : classement le 05/01/1935</p>
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cf carte ci-avant 7 zones humides identifiées à l'inventaire départementale
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cf carte ci-avant
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p><b><u>ZNIEFF DE TYPE I</u></b></p> <p><b>820031658 - Montagne d'Age</b></p> <p><b><u>ZNIEFF II</u></b></p> <p>820031660 - CHAINONS DE LA MANDALLAZ ET DE LA MONTAGNE</p>

			D'AGE
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cf carte ci-avant <ul style="list-style-type: none"> <li>- site ENS de Hauterive, au lieu-dit « les Montessuits ».</li> <li>- site ENS de la Mer des Rochers est situé à l'extrême sud de la commune, à proximité du hameau de Pontverre</li> <li>- site ENS de Planchamp se situe sur la commune de Lovagny, au lieu-dit « Planchamp » ; c'est une zone humide.</li> </ul>
Un espace concerné par : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ;</li> <li>- un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ;</li> <li>- un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code</li> </ul>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cf carte ci-avant Pas d'APPB. Les gorges du Fier sont inscrit dans l'inventaire régional du patrimoine géologique d'Auvergne-Rhône-Alpes
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cf carte ci-avant
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<b>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</b>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les secteurs concernés par la modification sont éloignés du site concerné par le PPRm.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :</b>			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Sur le territoire communal ne comporte pas de site Natura 2000
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cf carte ci-avant
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cf carte ci-avant
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cf carte ci-avant. Les sites inscrits se situent à proximité du château de Montrottier et la présente procédure n'envisage aucune évolution dans ou à proximité de ce secteur.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cf carte ci-avant Les évolutions envisagées par la modification n°1 sont éloignées du château de Montrottier et ses abords qui sont inscrits et classés aux monuments historiques. Les évolutions envisagées se situent également en dehors du rayon de 500 m autour des MH.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cf carte ci-avant Les évolutions prévues par la M1 sont toutes éloignées des zones humides recensés à l'inventaire départemental.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cf carte ci-avant - l'ER 37 mis en place pour aménager une piste cyclable borde un corridor

l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)			écologique et traverse un grand espace agricole sans en compromettre l'intégrité à l'échelle de la commune et du SRADDET. En effet l'ER est prévu le long de la route départementale RD14 puis le long du chemin rural. Ainsi la création de la piste cyclable n'induit pas d'incidence supplémentaire sur l'environnement par rapport à la présence de la RD seule.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Seul le nouvel ER 37 pour piste cyclable le long de la RD14 et du chemin rural borde la ZNIEFF de type 1, sans compromettre l'intégrité du secteur de ZNIEFF.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cf carte ci-avant
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les évolutions envisagées sont éloignées du site des gorges du Fier qui sont inscrites dans l'inventaire régional du patrimoine géologique d'Auvergne-Rhône-Alpes.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le nouvel ER 37 borde un EBC qui couvre les boisements de la Montagne d'Age. L'ER contourne ou borde l'EBC sans superposition.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'ER pour piste cyclable en entrée Est de la commune (en bordure Sud de la RD14) et l'ER 37 pour piste cyclable en sortie Nord Ouest de la commune se superposent avec la trame « corridor écologique ». L'incidence de ces ER sur le corridor écologique est faible dans la mesure où il s'agit d'un ER linéaire le long d'une route départementale existante. De plus l'objet de l'ER est de réaliser une piste cyclable afin d'offrir une alternative aux déplacements en voiture individuelle. On peut donc considérer qu'il n'y a pas de d'incidences nouvelles de l'ajout de ces ER par rapport aux incidences environnementales déjà induite par la RD.

			<p>La réalisation d'une piste cyclable n'est pas de nature à porter atteinte au fonctionnement d'un corridors écologique.</p>  <p>Superposition des ER et de la trame « corridors écologiques »</p>
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p><b>5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?</b></p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>Si oui, précisez :</p>			

## 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation - c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

**La suppression de l'ER14 et la suppression des OAP 6 et 7 sont sans aucun effet à tous points de vue dans la mesure où il s'agit d'acter des aménagements, travaux et constructions déjà réalisés.**

### 6.1. La susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000

La commune de Lovagny ne compte aucun site Natura 2000. Il n'y a pas de site Natura 2000 à proximité. Les évolutions envisagées dans le cadre de la modification n°1 ne sont donc pas susceptibles d'affecter significativement un site Natura 2000.

### 6.2. La procédure a-t-elle des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité ?

L'ensemble des modifications, comme décrit ci-dessus ne porte pas sur des surfaces soumises à zonage environnemental en dehors d'une ZNIEFF de type II et d'une ZNIEFF de type I qui couvrent en bordure une partie de l'Emplacement réservé créé pour un projet d'aménagement cyclable.

Le même ER borde un EBC identifié au PLU sans empiéter sur ce dernier.

L'élargissement d'une route pour faciliter et encourager la mobilité douce n'est pas de nature à porter atteinte à l'axe de déplacement de la grande faune (trame corridors).

### 6.3. La procédure a-t-elle des incidences sur une zone humide ?

Les évolutions envisagées dans le cadre de la modification n°1 n'affecte aucune zone humide directement ou indirectement.

### 6.4 La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?

La modification n°1 est sans effet sur les besoins en eau potable, dans le sens où aucune nouvelle construction n'est envisagée. La procédure ajoute 1940 m<sup>2</sup> en zone U, dans un secteur résidentiel et

pavillonnaire ; on peut considérer qu'il peut y avoir 2 à 3 logements en plus (soit potentiellement 4 à 10 habitants supplémentaires). Cet apport très limité de logements supplémentaires n'est pas de nature à augmenter significativement les besoins en eau potable de la commune.

L'OAP 8 qui est créée prend place sur une zone U qui était déjà constructible. La création de l'OAP permet d'organiser l'aménagement du secteur pour en permettre une utilisation rationnelle sans augmenter la densité. La création de l'OAP 8 ne modifie pas les besoins en eau potable de la commune.

Les évolutions apportées au règlement ne changent pas la constructibilité.

Les ER pour piste cyclable sont sans effet sur les besoins en eau potable et la ressource en eau.

#### **6.5 La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?**

La modification n°1 est sans effet sur la gestion des eaux pluviales. Toutes les prescriptions relatives aux eaux pluviales sont disposées dans les annexes sanitaires du PLU.

#### **6.6 La procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?**

La modification n°1 est sans effet sur l'assainissement dans la mesure où il n'y a pas de nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation.

Le léger agrandissement de la zone U (pour prise en compte du jugement du tribunal administratif) se situe en zone d'assainissement collectif. Vu la faible surface et les règles du PLU, le nombre de logement créé sera réduit et les effluents à traiter limités.

La création d'ER est sans effet sur les eaux usées.

Les règles relatives à l'assainissement ne sont pas modifiées.

#### **6.7 La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?**

La création des deux ER pour du cheminement cyclable n'est pas de nature à provoquer une incidence paysagère du fait des faibles longueurs envisagées et de la réalisation d'infrastructure sommaires toutes légères.

La création de l'OAP 8 en centre bourg vise à encadrer l'urbanisation du secteur et permet de prendre en compte les sensibilités du site. Cette OAP permettra l'insertion paysagère des potentielles constructions sur la dent creuse.

Les évolutions n'impactent pas de périmètre des protections des abords de monument historique.

Enfin, les évolutions apportées au règlement notamment aux règles relatives aux reculs des constructions vont dans le sens d'un plus grand respect des règles d'aménagement.

#### **6.8 La procédure concerne-t-elle des sols pollués, a-t-elle des incidences sur les déchets ?**

Aucun site Basol ou Basias n'est concerné par la modification n°1 du PLU. La procédure n'affecte également aucune ICPE du territoire.

#### **6.9 La procédure a-t-elle des incidences sur les risques et nuisances ?**

La modification n°1 est sans effet sur les risques et les nuisances. L'ensemble des évolutions apportées se trouvent hors des secteurs de risques.

#### **6.10 La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?**

La procédure ne change pas le parti d'aménagement du PLU sur ces questions.

La modification n°1 peut avoir une incidence positive par les ER pour pistes cyclables qui permettent de faciliter les déplacements en mode actif sur le territoire.

### **7. Autres procédures consultatives**

#### **7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées**

Le dossier sera notifié après réception de l'avis conforme de la MRAE, soit vers le mois d'août ou septembre 2024

**7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)**

Aucune

**7.3 Procédure de participation du public envisagée**

- enquête publique

☒ Oui ☐ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui ☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui ☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- autre, préciser les modalités

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**8. Annexes****8.1 Annexes obligatoires**

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> )	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

**8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant**

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

**9. Engagement et signature**

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus, Henri Carelli, Maire de Lovagny

Fait à	Lovagny	le,	27/02/24	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Nom	Carelli	Prénom	Henri	
Qualité	Maire de Lovagny			

Signature

